

#SavePeopleNotPlanes:

Non au sauvetage inconditionnel du secteur aérien



Au milieu de la crise du Covid-19, alors que le monde entier lutte contre le virus et que d'innombrables travailleur.euse.s perdent leurs revenus, le secteur aérien exige des renflouements massifs et inconditionnels garantis par les contribuables. Et ce, alors que ces dernières années, les compagnies aériennes se sont fermement opposées à toute tentative de mettre fin à leurs exonérations fiscales inéquitables et ont refusé de contribuer aux objectifs globaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre - objectifs qui nécessiteraient de réduire de manière significative l'activité du transport aérien.

Non seulement celui-ci est déjà responsable de 5 % à 8 % de l'impact climatique mondial, essentiellement du fait d'une minorité aisée de grand.e.s voyageur.euse.s, mais le secteur prétend également qu'il peut continuer à croître. D'énormes profits ont été réalisés au cours des dernières décennies sur le dos de travailleurs à bas salaire et au détriment du climat.

Les travailleur.euse.s touché.e.s par la crise actuelle ont besoin de soutien, mais nous ne devons pas laisser l'industrie aéronautique continuer à privatiser ses bénéfices et à combler ses pertes avec l'argent public. Si nous ne nous attaquons pas aux problèmes structurels qui ont rendu nos sociétés et nos économies si vulnérables à des crises comme celle-ci, nous serons encore plus vulnérables face aux prochaines, car les inégalités entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci continuent à se creuser et les crises écologiques et climatiques s'aggravent.

Le sauvetage financier des compagnies ne doit pas permettre au secteur aérien de reprendre ses activités habituelles une fois la crise du Covid-19 terminée. L'argent public doit être utilisé en priorité pour les travailleur.euse.s et le climat.

**STAY
GROUNDED**

NOUS DEMANDONS:

1. PRIORITE AUX EMPLOYES

Au lieu de voler au secours des cadres dirigeants et des actionnaires, toute aide financière devrait faire bénéficier les travailleur.euse.s de solides protections en matière de travail et de santé et assurer un revenu de base suffisant au personnel de bord, au sol, dans les services de restauration ainsi qu'aux pilotes et à tou.te.s les autres travailleur.euse.s touché.e.s.

2. UNE TRANSITION JUSTE VERS UNE MOBILITE RESPECTUEUSE DU CLIMAT

Tout soutien public doit s'assurer que l'industrie aéronautique s'aligne sur une trajectoire de 1,5 °C. Les réductions d'émissions doivent être réelles et ne pas faire appel à des mécanismes comptables douteux, tels que la compensation carbone, ni reposer sur des biocarburants qui nuisent à l'environnement, à la sécurité alimentaire et aux droits fonciers. L'aviation verte est une illusion, les voyages en avion doivent donc être réduits. Pour qu'une sortie de crise se fasse de manière juste, elle doit s'appuyer sur la prise de décision démocratique et l'appropriation publique. Les gouvernements doivent soutenir une transition juste : modifier les réseaux de transport de façon systémique, garantir l'accès à des alternatives abordables (telles que le transport ferroviaire) et permettre aux travailleur.euse.s de quitter les emplois dépendant des combustibles fossiles pour des emplois décents et compatibles avec le climat.

3. PAS DE SAUVETAGES SANS UNE FIN DES EXEMPTIONS FISCALES

3) Pas de sauvetages sans une fin des exemptions fiscales

Il n'est pas juste de sauver le secteur aérien avec l'argent des contribuables alors que celui-ci ne paie presque pas de taxes, lui donnant ainsi un avantage injustifié sur les modes de transport à faibles émissions. Il faut donc mettre un terme aux exonérations fiscales : obliger les compagnies aériennes à payer une taxe sur le kérosène et remplacer les programmes de fidélité qui incitent à prendre davantage l'avion, par des taxes équitables et progressives qui pénalisent ceux qui le prennent souvent.

Il s'agit de profiter de la pause involontaire du trafic aérien pour construire un secteur des transports respectueux du climat et résilient face aux crises futures.

Ces demandes sont soutenues par plus de 250 organisations de la société civile:

Stay Grounded (international) | Am Boden bleiben (GE) | Aterra (PT) | Bevar Jordforbindelsen (DK) | Biofuelwatch (UK) | Coordinadora de Pueblos y Organizaciones del Oriente del Estado de México en Defensa de la Tierra, el Agua y su Cultura (MX) | Ecologistas en Acción (ES) | Fairesene (EU) | Flight Free Australia | PCS Public and Commercial Services Union (UK) | Réseau Action Climat (FR) | Schipholwatch (NL) | Umverkehr (CH) | Periskop (AU) | Possible (UK) | WEIT (GE) | Zomer Zonder Vliegen (BE)

350 Denmark | ActionAid (IE) | Alternatiba (FR) | Amigos de la Tierra (ES) | ASEED (NL) | Attac (GE) | Attac (FR) | Back on Track (Europe) | BBI Bündnis der Bürgerinitiativen (GE) | BUNDjugend (GE) | Carbon Market Watch (international) | Center for Biological Diversity (US) | CommunityAIR (CA) | Ecomuni-dades (MX) | EDGE Funders Alliance (international) | European Environmental Bureau (EU) | Fern (BE) | Federación Nacional de Energías Renovables (CO) | Fridays for Future (several cities) | GLOBAL 2000 / Friends of the Earth (AU) | Global Forest Coalition (international) | Greenpeace (international) | Guerrilla Foundation (GE) | ICTA UAB (ES) | Jordens Vänner / Friends of the Earth (SE) | International Climate-Safe Travel Institute ICSTI (NZ) | Klima*Kollektiv (GE) | Land over Landings (CA) | Mouvement Ecologique (LU) ...

Retrouvez tous les signataires ici:

www.stay-grounded.org/savepeoplenotplanes



Stay Grounded
Neustiftgasse 36
1070 Vienna, Austria
www.stay-grounded.org
info@stay-grounded.org